

Ma foi en l'Europe

Par Cyrille Schott | 02/12/2018, 6 :39 | 1904 mots



(Crédits : DR)

POUR UN NOUVEAU SERMENT DE STRASBOURG (1/4). A quelques mois des élections européennes (le scrutin aura lieu le 29 mai 2019), nous publions en quatre volets une conférence de Cyrille Schott donnée en octobre dernier. Son regard lucide et chaleureux sur son expérience de "bâtitteur de l'Europe au quotidien" en tant que préfet d'Alsace est un stimulant rappel des grands enjeux de la construction européenne, alors que maints grincements se font entendre dans la charpente de cette construction attaquée aujourd'hui de toutes parts. Par Cyrille Schott, préfet honoraire de région, ancien directeur de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ).

J'ai toujours cru en l'Europe. Je consacre à cette foi des chapitres de mon dernier livre, « Un Alsacien préfet en Alsace »^[1]. Pour moi, l'Europe signifie, selon l'expression de Pierre Pflimlin, le « miracle de la paix » et, selon celle de François Mitterrand, « notre avenir », car comment, sans l'Union européenne, nos nations seules feraient-elles demain le poids face à ces Etats et puissances-continentaux, que sont la Chine, les Etats-Unis, la Russie, l'Inde et le Brésil.

Les lendemains de la Seconde Guerre mondiale ouvrirent **l'ère des prophètes**, des Schumann, Monet, Adenauer, Spaak, De Gasperi, qui voulaient que plus jamais l'Europe ne se déchirât en de tels conflits sanguinaires.

Puis, vint **l'ère des croyants**, des Adenauer, Giscard d'Estaing, Schmitt, Mitterrand, Kohl, des hommes qui avaient vécu la guerre et croyaient en cette entreprise de paix et de prospérité qu'était la construction européenne.

Le bonheur d'entendre Pierre Pflimlin, un "croyant"

Désormais, si chez nombre de nos dirigeants la foi n'est pas morte, et tel est le cas de notre président, ce sont souvent **les boutiquiers**, les partisans du "*my money back*", « rendez-moi mon argent », selon la célèbre expression de Mme Thatcher, ou les rentiers, ceux qui ne voient l'Europe que comme une source de bienfaits matériels et financiers, qui font le bruit médiatique. J'eus le bonheur d'entendre un croyant de l'Europe, alors qu'il atteignait sa quatre-vingt-dixième année. Cela se passa à Strasbourg, en février 1997. La réunion portait sur l'action de l'Union, à travers les fonds européens. Des centaines de personnes étaient là. Les orateurs firent d'honorables prestations. Pierre Pflimlin était assis dans la salle, attentif, ne demandant rien.

Je ne sais plus qui eut l'idée de lui donner la parole. Cela se fit un peu par hasard. Il monta à la tribune. Il improvisa un discours, éblouissant d'intelligence, de jeunesse, de conviction. Il souleva les cœurs. Cet homme savait transmettre sa foi, avec un talent qui n'avait pas faibli. Il savait faire vibrer l'âme. Il venait de montrer le vrai chemin, celui de l'Esprit, pour la marche de l'unité européenne.

Le bac du "miracle de la paix (l'entente est un combat)

J'avais eu l'occasion, avant de représenter l'Etat en Alsace, d'exprimer ma foi européenne en actes, pas toujours considérables, mais porteurs de symbole. Alors que j'appartenais au cabinet de François Mitterrand, un jour au début de l'an 1987, mon père, alors maire de Drusenheim, me téléphona pour me parler de ses soucis avec l'administration française. Le bac *Drusus*, qui relie, sur le Rhin, Drusenheim à Greffern, sur la rive allemande, venait de connaître son vingt-cinquième anniversaire. A cette occasion, mon père avait organisé avec son collègue allemand, en septembre 1986, une cérémonie sur le bac, au milieu du fleuve, lors de laquelle les deux maires avaient hissé les drapeaux français, allemand et européen. L'administration fit alors observer à mon père que, même si le *Land* de Bade-Wurtemberg participait financièrement à son entretien, le bac appartenait à la France et que son initiative d'y faire lever ensemble les trois couleurs était condamnable, le drapeau tricolore devant seul, comme par le passé, y flotter.

Formellement, Pierre Schott avait effectivement outrepassé ses pouvoirs, mais c'était pour un bel idéal. Le bac Drusus était devenu le tout premier sur le Rhin, entre la France et l'Allemagne, à arborer les trois couleurs, celles du *miracle de la paix*. Je suggérai à mon père de préparer, illustré par des photos et des articles de presse, un petit dossier pour le président de la République. Ce qu'il fit. Je transmis le dossier et sa lettre d'accompagnement au président, avec une note de moi. Mitterrand annota ainsi mon papier : « *Préparer une lettre pour votre père.* » Je soumis à sa signature

la lettre qui, depuis, est visible, derrière son cadre, par les visiteurs de la mairie de Drusenheim.

Datée du 17 février 1987, elle illustre sa foi européenne :

« ...Les cérémonies organisées à l'occasion de cet anniversaire témoignent de ce que le Rhin, qui divisa tant la France et l'Allemagne, est désormais l'un de ces lieux privilégiés où s'exprime avec vigueur l'amitié entre nos deux pays, dans un esprit d'unité européenne. Son histoire, son destin si déchiré donnent à l'Alsace une place éminente dans le développement de cette amitié et la recherche de cette unité. Je me réjouis de l'initiative que vous avez prise, avec votre collègue allemand et les populations des deux communes, en ce sens... »

Dès la réception de ce courrier, mon père n'eut plus aucun souci avec l'administration française au sujet des drapeaux du bac.

Mon engagement pour l'effacement de la frontière du Rhin

Cette anecdote nous situe dans le symbole. En tant que préfet du Haut-Rhin, entre 1994 et 1998, je pus cependant m'impliquer concrètement dans la coopération transfrontalière, ainsi que l'exécution des politiques régionales de l'Europe. Cette coopération était active. Si elle eût pu être plus dynamique encore, le Rhin, grâce à elle, ne constituait déjà plus une véritable frontière. Ce constat m'apparut évident, quand, quelques années plus tard, je devins le préfet du Pas-de-Calais. Là-bas, je pus observer que la Manche restait une vraie frontière. La conférence du Rhin supérieur était le moteur de cette coopération et rassemblait les Français, les Allemands et les Suisses. Chacun s'y exprimait dans sa langue, sans interprète. Cette conférence porta à son actif de nombreuses réalisations. Surtout, elle permit aux principaux responsables des régions limitrophes du Rhin supérieur, de disposer d'une tribune régulière où échanger et souvent trouver des solutions aux questions se posant à leurs concitoyens. Evidemment, des tensions pouvaient surgir, des égoïsmes nationaux prendre le dessus, mais **ce qui dominait ces conférences, c'était la volonté de travailler ensemble, de jeter des ponts par-dessus le Rhin.**

Outre l'enceinte propice aux débats, un **carburant financier** était requis pour cette coopération. Celui-ci était fourni par le programme *Interreg* de l'Union européenne, grâce au financement duquel plus de quarante projets bi- ou trinationaux avaient, du temps où j'étais préfet à Colmar, pu voir le jour dans ma zone: ainsi la création près de Bâle, au Palmrain, d'un bureau d'information et de conseil aux particuliers, *Infobest*, puis en 1996, d'un autre à Vogelgrün.

Indépendamment des structures dans lesquelles l'Etat et ses représentants étaient impliqués, les élus, avec le monde socio-professionnel, avaient établi le long du Rhin de nombreuses formes de coopération. J'observai que, de façon générale, les élus souhaitaient développer leurs liens indépendamment de la présence des délégués de l'Etat français, celui-ci étant suspecté d'un certain jacobinisme, de nature à brimer leurs initiatives. Chaque fois que l'opportunité s'en manifestait, je tâchais toutefois d'être présent dans ces rencontres d'élus. Ainsi, la préfecture de Colmar participait-elle, avec un statut d'observateur, au Conseil de la *Regio*. Pour ma part, je fus invité maintes fois à des réunions des maires du *Regierungsbezirk* de Fribourg.

Coopération administrative de proximité : méthode de l'entente

J'avais établi une confiante coopération administrative de proximité avec le *Regierungspräsident* de Fribourg, le Dr Conrad Schröder. C'était un rhénan, comme moi, et nous parlions quasiment le même dialecte. Homme de culture, d'un abord simple, francophile, il souhaitait sincèrement que se développât l'amitié le long du Rhin. Lors de notre première rencontre, sous la forme d'un dîner au restaurant, nous sympathisâmes et nous tutoyâmes rapidement. Après avoir absorbé quelques verres de vin, je me permis de lui dire, en allemand, deux choses pas trop aimables pour son pays, en particulier la suivante.

« Conrad, lui dis-je en substance, tu vas avoir face à toi un préfet qui est né en Alsace. Nous parlons la même langue, on va donc se comprendre plus facilement. Il faut cependant que je te dise quelque chose qui risque de te paraître désagréable, mais qui reflète la sensibilité de l'Alsacien que je suis. Je compte être strict pour les déchets qui traversent la frontière ; pour être franc, je ne suis pas d'accord pour que les Allemands déversent toute une partie de leurs déchets chez nous ; ils doivent les traiter chez eux... Une fois dit cela, je te promets, Conrad, qu'on fera de belles choses ensemble pour la coopération entre nos deux rives ! ».

Schröder aurait pu mal réagir. Au contraire, il me dit simplement : *« Du hast Recht, Cyrille », « Tu as raison, Cyrille ! ».*

Je conduisis effectivement une politique de réduction des importations de déchets allemands et bâlois en Alsace. Et Conrad toujours me soutint. Et nous travaillâmes bien ensemble. Nous rassemblions tous les six mois nos chefs de service, alternativement à Colmar et à Fribourg. S'il le fallait, les services concernés se retrouvaient ensuite dans des groupes de travail techniques. Les questions revenant le plus fréquemment avaient trait à l'aménagement de l'espace, aux infrastructures de transport, au développement économique et à la protection de l'environnement, la limitation des rejets polluants de certaines industries ou la lutte contre les trafics illégaux de déchets nous préoccupant régulièrement. Nous avons inscrit au cœur de nos débats les problèmes pratiques rencontrés par nos concitoyens. Nous avons ainsi résolu, en 1995, les difficultés qui étaient rencontrées par les résidents allemands en France et les frontaliers français obligés de circuler un certain temps en Allemagne avec un numéro d'immatriculation provisoire.

Bâtir l'Europe au quotidien : celle de la sécurité aussi

Nous voulions ainsi aider à bâtir l'Europe au quotidien. Cette vision nous conduisit à évoquer également le sujet de la sécurité. Certes, le *Regierungspräsident* n'était pas compétent dans le domaine de la police, un *Polizeipräsident* exerçant cette attribution au nom du *Land* de Bade-Wurtemberg. Schröder, quoiqu'il en fût, encouragea constamment les avancées et c'est ainsi que put être créée en 1997 la conférence trinationale, franco-germano-suisse, de police.

Dans le champ de la sécurité civile, les exercices, organisés pendant trois années successives, autour de la centrale nucléaire de Fessenheim, contribuèrent aussi à notre rapprochement. Schröder et moi saisissons également l'occasion des moments symboliques où pouvait s'exprimer l'amitié entre nos deux peuples. Schröder aimait assister à nos fêtes patriotiques, comme le 14 juillet, ou à des moments forts de notre vie nationale. Moi, même, je participais régulièrement à la

réunion conviviale annuelle qu'il organisait avec ses élus et fonctionnaires au *Regierungspräsidium* et lors de laquelle il me proposait toujours de prendre la parole. Conrad décéda en septembre 2006, alors qu'il n'avait pas atteint ses soixante-treize ans. C'était un chrétien, un homme de paix, un architecte de la fraternité des peuples. C'était un ami.

[1] Paru aux éditions du Signe, Strasbourg, septembre 2018.

(*) Ce texte est issu d'une conférence prononcée le 18 octobre 2018 au FEC (Foyer de l'étudiant catholique) à Strasbourg.

SUR LE MÊME SUJET



[Qu'est-ce qui inspire Emmanuel Macron ?](#)



[L'Union européenne face à l'heure de vérité de la « guerre »](#)



[Europe de la défense : dépasser la politique des petits pas](#)